

Marchés Actions	07/10/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
CAC 40	4450	0,0%	-2,4%	-4,0%
Eurostoxx 50*	2999	-0,1%	-3,0%	-8,2%
S&P 500	2155	-0,6%	-1,4%	5,4%
Marchés de taux	07/10/16	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Depuis le 31/12/15
Eonia*	-0,35%	-0,02%	0,01%	-0,22%
OAT 10 ans	0,30%			
Matières 1ères	07/10/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
Pétrole (Brent, \$/baril)	52	6,7%	9,1%	40,4%
Or (\$/once)	1256	-4,5%	-6,6%	18,4%
Devises	07/10/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
EUR/USD	1,12	-0,4%	-0,5%	3,0%

Source: Bloomberg, Stratégie Amundi - Données actualisées le 07/10/16 à 15h

## NOTRE ANALYSE

- Pris au pied de la lettre, les déclarations du Premier ministre britannique vont dans le sens d'un divorce complet avec l'Union Européenne. Le Royaume-Uni donnerait ainsi la priorité à sa pleine maîtrise de l'immigration même si le prix à payer devait être la perte du « passeportage » sur le continent, des produits et services du très important secteur financier britannique. Cependant, il s'agit probablement avant tout d'une posture de négociation. La route d'ici à la finalisation du Brexit est très longue et de nombreux revirements sont possibles. Au final, il est peu probable que le gouvernement britannique oublie les intérêts de la place financière de Londres.
- Aux Etats-Unis, le scénario le plus probable est une victoire de H. Clinton. Cependant les jeux ne sont pas faits et les sondages d'intentions de vote au niveau national ne rendent que très imparfaitement compte des probabilités, le scrutin étant au suffrage universel indirect par Etat. Rappelons surtout que le vainqueur, quel qu'il soit, se heurtera très probablement à un Congrès fragmenté : les Démocrates devraient reprendre le Sénat, les Républicains, qui ne sont pas tous d'ardents soutiens de D. Trump, conserveront la majorité à la Chambre des Représentants. Aussi, seule une petite partie des programmes des candidats (et notamment leurs promesses de largesses budgétaires) pourra être appliquée, au prix d'intenses négociations entre partis..

[> Lire l'avertissement](#)

\* Ce terme est défini dans le lexique

## ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

- La procédure de sortie de l'UE sera initiée d'ici fin mars 2017.
- Hillary Clinton creuse l'écart dans les sondages.

[> Lire la suite](#)

## ECONOMIE

### Zone euro :

- Chiffres mitigés.

### Etats-Unis :

- Créations d'emplois légèrement en-dessous des attentes.

[> Lire la suite](#)

## MARCHÉS

**Taux :** Les taux longs en nette hausse.

**Actions :** Prix du pétrole et spéculations autour du quantitative easing (QE)\* de la BCE\* ont animé le marché

[> Lire la suite](#)

## ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

### La procédure de sortie de l'UE sera initiée d'ici fin mars 2017

Dimanche 2 octobre, le Premier ministre Theresa May a annoncé qu'elle activera l'Article 50 du Traité de Lisbonne au plus tard fin mars 2017. Cet article, qui régit les modalités de sortie d'un Etat de l'UE, initie un compte à rebours de 2 ans (prolongeable seulement par accord unanime au sein de l'UE) au terme duquel le pays sortant perd son statut d'Etat membre. En ce qui concerne le futur cadre des relations du pays avec l'UE, Theresa May a laissé entendre que le Royaume-Uni récupérera toutes ses prérogatives souveraines et exclu un modèle similaire à celui de la Norvège ou de la Suisse. Enfin, plus tard dans la semaine, Theresa May a tenu un discours à forte connotation sociale, s'en prenant à la « minorité privilégiée » et présentant le Brexit comme l'occasion non seulement de réduire l'immigration mais aussi de renforcer l'intervention de l'Etat dans l'économie et les droits des travailleurs.

### Hillary Clinton creuse l'écart dans les sondages

Dans la foulée de sa bonne prestation lors du débat télévisé du 26 septembre, puis de la publication d'informations montrant que D. Trump était parvenu à ne pas payer d'impôt fédéral sur le revenu pendant près de 20 ans, Hillary Clinton a vu son avantage augmenter dans les sondages d'intentions de vote (ex 48,1% contre 44,2% pour l'agrégateur de sondage *Real Clear Politics*). Cet avantage pourrait encore s'accroître après la publication d'anciens enregistrements de D. Trump ce week-end.

[> Retour au sommaire](#)

## ECONOMIE

### Zone euro :

#### Chiffres mitigés

L'indice PMI Composite\* définitif de la zone euro pour le mois de septembre s'effrite légèrement à 52,6 (conforme aux attentes et après 52,9 en août). Sa composante industrielle s'améliore mais celle portant sur les services s'affaiblit. Les ventes au détail ont reculé, en zone euro, de -0,1%, un résultat un peu meilleur que la baisse de -0,3% attendue. Pays par pays, les ventes au détail reculent de -0,4% en Allemagne, de -0,2% en France et de -0,3% en Espagne. Le chiffre concernant l'Italie n'est pas encore disponible.

### Etats-Unis :

#### Créations d'emplois légèrement en-dessous des attentes

L'économie américaine n'a créé que 156 000 emplois nets en septembre (contre 175 000 attendus et après un chiffre d'août révisé en hausse à 167 000). Le taux de chômage reste inchangé à 5% (contre 4,9% attendu). Le taux de participation progresse légèrement à 62,9% (contre 62,8% en août) et la durée moyenne de la semaine de travail à 34,4 heures (contre 34,3 heures en août). Le salaire horaire moyen accélère à 2,6% sur un an (2,4% en août). Indicateurs ISM meilleurs que prévu. L'ISM manufacturier\* rebondit à 51,5 en septembre (contre 50,3 attendu et après 49,4 en août). Sa composante « nouvelles commandes » est nettement meilleure que prévu à 55,1 (contre 49,1 en août). Enfin l'ISM non-manufacturier\* surprend très nettement à la hausse à 57,1 (contre 53 attendu et après 51,4 en août).

[> Retour au sommaire](#)

\* Ce terme est défini dans le lexique

## MARCHÉS

### Taux : Les taux longs en nette hausse

Le taux 10 ans allemand repasse de peu en territoire positif, à 0,01%. Le taux 2 ans américain atteint un plus haut depuis début juin. Il est intéressant de noter que la chute rapide de la livre sterling a été suivie d'une forte remontée des taux britanniques, le taux 10 ans revenant sur les niveaux ayant prévalu juste après le vote sur le Brexit. En zone euro, l'écart entre les taux italiens et espagnols continue de se creuser. L'écart de taux 10 ans entre le Portugal et l'Allemagne revient sur des niveaux inobservés depuis début 2014.

### Action : Prix du pétrole et spéculations autour du QE de la BCE ont animé le marché

Le MSCI World a faiblement progressé cette semaine (+0,4%). D'une région à l'autre, les tendances ont toutefois été contrastées. Si Wall Street a légèrement baissé (-0,3%), la zone euro a été plus tonique (+0,8%). Mais c'est surtout du côté des Emergents (+1,6%), du Royaume-Uni (+1,8%) et du Japon (+2,3%) que les hausses ont été les plus vives. Deux éléments en particulier ont eu un impact notable sur le marché cette semaine. Tout d'abord, la poursuite du rebond du pétrole (+5%) a entraîné une belle hausse du secteur avec +4% sur la semaine en Europe. Par ailleurs, malgré un démenti de la BCE, la rumeur en début de semaine d'une réduction prochaine de ses programmes de rachat a été favorable aux titres du secteur financier et défavorable à ceux de l'immobilier.

[> Retour au sommaire](#)

## LEXIQUE

**BCE (Banque Centrale Européenne)** : Depuis la mise en place de l'euro le 1er janvier 1999, la Banque Centrale Européenne (BCE) est la gardienne de la stabilité des prix de la zone euro. Sa mission principale est d'abord d'assurer la maîtrise de l'inflation, condition nécessaire à la croissance durable de l'économie, selon le traité de Maastricht. Compte tenu de la mission qui lui a été assignée, elle peut agir sur le niveau des taux d'intérêt, en particulier le taux « Refi » (taux des opérations principales de refinancement). Ce taux est celui auquel les banques commerciales peuvent obtenir des liquidités auprès de la Banque centrale. Dès lors, la BCE agit indirectement sur la plupart des taux d'intérêt pratiqués dans l'ensemble de l'économie de la zone euro, comme ceux rémunérant les prêts accordés par les banques commerciales et ceux rémunérant certains dépôts des épargnants.

**Eonia** : Eonia, abréviation d'Euro Overnight Index Average. Il correspond au taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en Euro, pondéré par les transactions déclarées par un panel d'établissements financiers, les mêmes que pour l'Euribor.

**Eurostoxx50** : Indice boursier qui regroupe 50 sociétés au sein de la zone Euro selon leur capitalisation boursière.

**ISM manufacturier** : Indicateur mesurant le niveau de confiance des directeurs d'achats, dans le secteur de l'industrie manufacturière américaine.

**ISM non manufacturier** : Indicateur publié chaque mois par l'organisme américain "Institute for Supply Management" mesurant le niveau de confiance des directeurs d'achats, dans le secteur de l'industrie non manufacturière américaine. On considère qu'une valeur supérieure à 50% indique une expansion par rapport au mois précédent, si l'indice est inférieur à 50%, cela indiquera alors une contraction.

[> Retour au sommaire](#)

## LEXIQUE (SUITE)

**PMI Composite** : Indicateur de l'activité économique. Le PMI (pour *Purchasing Manager Index*, en anglais) est un indice construit à partir des informations communiquées par les responsables des services achats d'une sélection d'entreprises. Le PMI Composite porte sur l'ensemble du secteur privé (il existe aussi des PMI sectoriels). Un indice PMI supérieur à 50 signifie une expansion de l'activité, un indice inférieur à 50 une contraction. Les indicateurs PMI sont très utilisés, car fournissant une information plus fréquente (et avec moins de délais) que le PIB.

**Quantitative Easing (QE)** : Désigne les mesures de politique monétaire non conventionnelles prises par la Banque centrale américaine (FED) après la crise financière de 2008. Dans ce cadre, la FED achète des bons du Trésor américain afin de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux faibles ainsi que des titres hypothécaires en vue de faciliter l'accès au financement immobilier. Elle peut être également amenée à reprendre les actifs douteux des banques (actifs toxiques) ou à les garantir. Les objectifs sont de faire remonter les prix de l'immobilier pour créer un effet richesse qui renforce la confiance des ménages, de maintenir des taux de crédit bas pour faciliter les investissements, de contribuer à rendre la consommation des ménages plus dynamique afin de soutenir la croissance économique américaine. Plusieurs plans de QE ont été menés depuis 2008.

## AVERTISSEMENT

### **Achevé de rédiger le 7/10/16 à 15h**

*Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.*

*Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.*

*Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Edité par Amundi Asset Management - Société anonyme au capital de 596 262 615 euros - Siège social : 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.*

[> Retour au sommaire](#)